



UNIVERSITÉ  
LUMIÈRE  
LYON 2

**ACCORD-CADRE**  
**de partenariat sur le développement de projets dans le domaine du numérique éducatif**

**ENTRE**

L'Agence universitaire de la Francophonie, opérateur de la Francophonie institutionnelle constitué en personne morale en vertu de la Loi concernant l'Agence universitaire de la Francophonie (L.R.Q., chapitre A-7.2), sise au 3034 boulevard Édouard Montpetit, Montréal (Québec) H3T 1J7, Canada, représentée par son Recteur, Monsieur Jean-Paul de GAUDEMAR, d'une part,

Ci-après dénommée « AUF »

**ET**

**L'Université Lumière Lyon 2**, sise 86 rue Pasteur, 69365 Lyon Cedex, représentée par sa Présidente, Madame Nathalie DOMPNER, d'autre part,

Ci-après dénommée : « l'UL2 »

**PRÉAMBULE**

Considérant que l'AUF est l'opérateur de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement ayant le français en partage (Sommet de la Francophonie) pour l'enseignement supérieur et la recherche.

Considérant que l'AUF a notamment pour objectif de développer l'usage des technologies de l'information dans l'enseignement supérieur et la recherche de ses établissements membres. A ce titre, elle appuie le développement des formations faisant appel aux techniques pédagogiques numériques et notamment la formation à distance dans tous les domaines disciplinaires.

Considérant que l'UL2 souhaite développer les technologies de l'information au service de l'enseignement supérieur et de la recherche et veut notamment proposer des diplômes à distance susceptibles d'être déployés dans les pays francophones, parmi les établissements membres.

## **IL EST CONVENU CE QUI SUIT :**

### **Article 1 – Objet**

Le présent accord-cadre a pour objet de mettre en œuvre un partenariat entre l'AUF et l'UL2 dans le domaine de la formation ouverte et à distance faisant appel aux techniques éducatives numériques.

L'AUF et l'UL2 entendent notamment développer des actions communes pour :

- concevoir, réaliser et animer des dispositifs de formations ouvertes et à distance ;
- développer, en s'appuyant sur les TIC, le travail en réseau, la mise en commun des ressources en français, la transmission des savoirs et des savoir-faire dans une optique de solidarité et de co-développement ;
- faire bénéficier les étudiants francophones, notamment ceux issus de zones dont la situation géographique ou socio-économique freine l'accès aux structures de formation, d'un environnement techno-pédagogique d'apprentissage de qualité ;
- favoriser la production de contenus scientifiques relevant de l'enseignement et de la recherche et en assurer une diffusion internationale, notamment en ligne.

### **Article 2 – Comité de pilotage**

Un comité de pilotage réunissant des représentants de l'AUF et des représentants de l'UL2 est mis en place pour assurer la gestion et le suivi de cet accord-cadre.

Le comité de pilotage a en outre pour fonction de valider les projets, d'évaluer les résultats et d'étudier les aménagements à apporter au présent accord-cadre et d'y proposer des modifications.

Le comité de pilotage transmet au Conseil scientifique de l'AUF un rapport d'exécution tous les deux ans.

Le comité est composé de quatre personnes, deux désignées par le président de l'UL2 et deux désignées par le recteur de l'AUF.

### **Article 3 – Cotisations dues à l'AUF**

Conformément à l'article 5 du règlement financier de l'AUF, qui prévoit que les cotisations sont dues dès le début de l'année civile, l'UL2 s'engage à être à jour de paiement de sa cotisation à l'AUF. Le respect de ce principe s'applique au moment de la signature et pour toute la période couverte par le présent accord-cadre. À défaut, l'AUF se réserve la possibilité de résilier unilatéralement le présent accord-cadre.

### **Article 4 – Modalités de mise en œuvre de l'accord-cadre**

Les conclusions de nouveaux partenariats ou d'actions communes entre l'UL2 et l'AUF dans le domaine du numérique éducatif qui font l'objet de dispositions conventionnelles prennent la forme de

convention(s) d'application annuelle(s), ou pluriannuelle(s), selon le cas, de mise en œuvre du présent accord-cadre.

L'AUF s'engage à soutenir financièrement les projets et les formations pour une durée de 4 (quatre) années en suivant un modèle dégressif détaillé par la suite dans la convention d'application.

L'AUF privilégie les formations qui bénéficient des soutiens d'autres partenaires.

L'AUF s'accorde le droit de refuser la reconduction du présent accord-cadre en cas de rapport d'évaluation négatif.

### **Article 5 – Utilisation des structures de l'AUF**

Sous réserve d'un accord au cas par cas de l'AUF, l'UL2 peut s'appuyer sur le réseau des implantations régionales de l'AUF, dont la liste est consultable sur le site Internet de l'AUF, pour déployer ses projets francophones.

L'UL2 peut proposer à l'AUF de déployer, par l'intermédiaire des implantations régionales de l'AUF, des formations à distance et des programmes d'enseignement utilisant les technologies de l'information, développés dans ses services pour un usage dans le cadre de l'enseignement supérieur.

### **Article 6 – Responsabilité**

L'UL2 est maître d'œuvre de ses activités. Il en a la responsabilité légale, morale, technique et financière. L'AUF ne peut en aucun cas être responsable des problèmes, accidents ou dommages causés lors de la réalisation des activités auxquelles elle apporte un soutien.

L'UL2 s'engage à prendre, à ses frais, fait et cause pour l'AUF, ses dirigeants, employés ou représentants, dans toute réclamation ou poursuite judiciaire découlant du présent accord-cadre ou de ses avenants de mise en œuvre, et à les indemniser en capital, intérêts, indemnité, frais de justice et d'expertise et frais de toute autre nature, de toute condamnation prononcée contre eux.

### **Article 7 – Visibilité**

La visibilité de l'appui de l'AUF à la mise en œuvre de l'objet du présent accord-cadre est assurée par la mention de cette participation et l'impression du logo de l'AUF sur tous les supports de communication, papier ou numérique, et documents officiels diffusés dans le cadre des projets menés en partenariat.

### **Article 8 – Durée**

Le présent accord-cadre entre en vigueur à compter de sa date de signature par l'AUF et l'UL2 et est conclu pour une durée de 4 (quatre) années civiles. Il peut être renouvelé sur avis du Conseil scientifique de l'AUF.

**Article 9 – Modifications**

Les clauses du présent accord-cadre peuvent être modifiées d'un commun accord des parties, constaté par la signature d'un avenant au présent accord-cadre.

**Article 10 – Résiliation**

Le présent accord-cadre peut être résilié à tout moment par l'une des parties, moyennant un préavis écrit envoyé au moins 3 (trois) mois avant la date effective de résiliation, sans porter préjudice aux actions déjà réalisées.

En cas de non-respect par l'AUF ou par l'UL2 de l'un ou l'autre des engagements contractés dans le présent accord-cadre, celui-ci peut être résilié unilatéralement et de plein droit par la partie plaignante 15 (quinze) jours après l'envoi d'une mise en demeure, par lettre recommandée avec accusé de réception, restée sans effet.

La résiliation de l'accord-cadre entraîne la résiliation de ses conventions de mise en œuvre visés à l'art. 4.

Lors de la résiliation de l'accord-cadre par la partie plaignante, le co-contractant ne peut prétendre à un quelconque dédommagement. Tout désaccord entre les parties au sujet des conséquences de la résiliation est examiné conformément aux dispositions de l'art. 14.

**Article 11 – Indépendance des parties**

Le présent accord-cadre ne doit pas être considéré comme ayant établi ou constitué une société entre les parties.

**Article 12 – Indépendance des clauses**

Au cas où l'une quelconque des dispositions du présent accord-cadre est déclarée nulle, illégale ou inopposable par un tiers dûment habilité, les parties font de leur mieux pour adapter les conditions d'exécution en conséquence, étant entendu que le présent accord-cadre est interprété et exécuté comme si les dispositions rendues invalides n'y figuraient pas. La nullité d'une disposition au regard de la loi d'un pays n'affecte pas sa validité au regard de la loi d'un autre pays.

**Article 13 – Loi applicable**

Le présent accord doit être interprété conformément aux lois applicables au Québec, lieu où l'AUF a son siège social.

**Article 14 – Règlement des différends**

Si des difficultés surviennent à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution du présent accord-cadre, les parties s'engagent à tenter de résoudre le litige à l'amiable par voie de conciliation directe, y compris par le biais d'une médiation, dans un délai de 60 jours.

En cas de désaccord persistant au terme de ce délai, tout différend relatif au présent accord-cadre ou découlant de celui-ci ou d'une question légale liée aux présentes dispositions est porté, à l'exclusion des tribunaux, devant un comité arbitral composé de trois membres : le premier désigné par le recteur de l'AUF, le deuxième désigné par l'UL2, et le troisième, qui préside le comité, désigné d'un commun accord par les arbitres. Ce dernier ne peut être ou avoir été un salarié de l'AUF ou de l'UL2.

L'arbitrage se tient à Montréal (Québec) et se déroule en français. La sentence arbitrale est finale, exécutoire et sans appel et lie les parties.

Cet accord-cadre remplace tout précédent accord existant en cours ou en fin de validité et entre en vigueur à la date de sa signature par les deux parties.

Fait à Montréal, en deux exemplaires en langue française, le 27 mars 2017

Pour l'Agence universitaire de la Francophonie  
Le Recteur

  
Jean-Paul de GAUDEMAR



Pour l'Université Lumière Lyon 2  
La Présidente

Nathalie DOMPNER

05 MAI 2017





UNIVERSITÉ  
LUMIÈRE  
LYON 2

**Convention d'application n° 1  
de l'accord-cadre du 27 mars 2017**

**Entre**

L'Agence universitaire de la Francophonie, opérateur de la Francophonie institutionnelle constitué en personne morale en vertu de la *Loi concernant l'Agence universitaire de la Francophonie (L.R.Q., chapitre A-7.2)*, sise au 3034 boulevard Édouard Montpetit, Montréal (Québec) H3T 1J7, Canada, représentée par son Recteur, Monsieur Jean-Paul de GAUDEMAR, d'une part,

Ci-après dénommée « AUF »

**Et**

L'Université Lumière Lyon 2, sise 86 rue Pasteur, 69365 Lyon Cedex, représentée par sa Présidente, Madame Nathalie DOMPNER, d'autre part,

Ci-après dénommée : « l'UL2 »

Considérant la signature d'un accord cadre de partenariat pour le développement de projets dans la domaine du numérique éducatif entre l'AUF et l'UL2, en date du 27 mars 2017.

**Il est convenu ce qui suit :**

**Article 1 : Objet**

La présente convention a pour objet de proposer et de déployer le **Master pro (M2) Visualisation et conception infographique en ligne (VCIEL)**. Cette convention prévoit les modalités d'aide de l'AUF au fonctionnement de cette formation diplômante pour l'année universitaire 2017-2018. Les aides de l'AUF se manifestent par un appui technique et logistique et, selon les cas, par un appui financier sous forme d'allocations d'études à distance.

**Article 2 : Zone géographique**

La formation est prioritairement proposée à tous les pays francophones (hors Europe et Amérique du Nord).

## **Article 3 : Dispositions relatives à la formation**

### **3.1. Tarif de la formation**

L'établissement l'UL2 fixe, en accord avec l'AUF un tarif d'inscription préférentiel à la formation pour les apprenants francophones des pays émergents. Le montant tient compte de la réalité économique des pays concernés par la formation et inclut les frais d'inscription administrative et pédagogique.

### **3.2 Accès aux cours**

L'UL2 s'engage à ce que 25% des cours de la formation soient présentés en libres accès et indexés dans le méta-moteur IDNEUF. A cet effet, l'UL2 procède aux formalités d'enregistrement numérique de ces cours sous licence Creative commons 5. L'UL2 reste maître du choix des contenus ainsi diffusés. Les travaux dirigés et l'encadrement pédagogique ne seront quant à eux accessibles qu'aux seuls inscrits.

### **3.3 Charte de tutorat**

L'UL2 doit produire, avant le début de la formation, une charte du tutorat. Celle-ci sera diffusée sur le site de l'AUF consacré aux FOAD.

### **3.4 Résultats des promotions**

L'UL2 s'engage à fournir à l'AUF les résultats obtenus par les apprenants inscrits (diplômés, désistés, ajournés). Ces informations devront être enregistrées par les soins de l'UL2 dans le système de gestion des FOAD de l'AUF dans un délai de 1 (un) mois suivant la délibération du jury.

L'AUF se réserve le droit d'utiliser ces informations de façon anonyme dans ses statistiques, rapports aux bailleurs et communications internes et externes, ainsi que dans l'affichage de ces résultats sur ses sites en ligne.

## **Article 4 : Modalités de sélection des candidats**

### **4.1. Publicité**

L'AUF et l'UL2 facilitent la promotion de la formation, le lancement de l'appel à candidatures et l'inscription des étudiants, notamment à travers le site Internet de l'AUF consacré aux FOAD.

### **4.2. Appel à candidatures**

L'UL2 fournit à l'AUF l'ensemble des textes nécessaires à la mise en ligne de l'appel à candidatures destiné à recruter les futurs apprenants de la formation, selon le modèle mis en ligne sur le site de l'AUF consacré aux FOAD.

### **4.3. Dossier d'inscription**

L'UL2 fournit à l'AUF, au moment des sélections, le dossier d'inscription à sa formation adapté au public ciblé. L'AUF transmet ce dossier aux étudiants sélectionnés devant percevoir une allocation. L'UL2 transmet lui-même ce dossier d'inscription aux étudiants sélectionnés sans allocations.

### **4.4. Classement des candidatures**

Pour classer les candidatures reçues, l'UL2 utilise (de façon non exclusive) la plateforme de l'AUF dédiée aux FOAD. Le classement fait apparaître les catégories suivantes : « refusé », « payant », « en attente » et « allocataire ». Ce classement est effectué avant mi-juillet 2017.

### **4.5. Sélection des candidats**

L'UL2 associe l'AUF à la sélection des candidats. La sélection des candidats s'effectue selon des critères déterminés par l'UL2. L'attribution des allocations d'études à distance se fait d'un commun accord entre l'AUF et l'UL2, selon des critères d'attribution communiqués par l'AUF à l'UL2.

## **Article 5 : Appui technique de l'AUF au diplôme**

### **5.1 Apport des CNF**

L'AUF apporte son assistance à l'UL2 par la mise à disposition du réseau de ses implantations régionales offrant :

- le dépôt et l'acheminement des dossiers vers l'UL2 et l'encaissement des frais d'inscription des apprenants sélectionnés ;

- l'accès gratuit des apprenants sélectionnés aux équipements informatiques et à l'Internet, dans des salles réservées à cet effet ;
- le soutien aux apprenants, pour la préparation de leurs travaux ou la recherche de leurs stages, en relation étroite avec l'équipe pédagogique de la formation.

## **5.2. Examens**

L'AUF facilite l'organisation et la surveillance locale des examens dans ses implantations. L'AUF transmet à l'UL2 un mode d'emploi pour l'organisation des examens que l'UL2 doit impérativement respecter. A son tour, l'AUF veille au respect des modalités d'organisations des épreuves dans ses implantations régionales exigées par l'UL2.

L'AUF et l'UL2 s'engagent, dans un souci d'économie et d'organisation, à œuvrer à la dématérialisation des copies d'examens. Les examens seront gérés via la plateforme de gestion mise à disposition par l'AUF et les échanges de copies papiers seront remplacés par la transmission des versions électroniques.

## **Article 6 : Apports de l'UL2**

### **6.1 Appel à tuteurs**

l'UL2 s'engage, pour les pays concernés, à lancer en parallèle de l'appel à candidatures pour les apprenants, un appel à tuteurs destiné à la sélection des enseignants susceptibles d'intégrer l'équipe pédagogique de la formation. Le cas échéant, la rémunération de ces enseignants est à la charge de l'UL2, selon des modalités de rémunération que l'UL2 détermine.

### **6.2 Evolution du diplôme**

l'UL2 s'engage à étudier la possibilité d'intégrer la formation dans les cursus d'universités partenaires et à proposer la formation sous la forme de crédits ECTS capitalisables.

### **6.3 Communication des cours en libre accès**

l'UL2 s'engage à fournir à l'AUF les fichiers ou les liens des sites Internet où sont consultables 25% des cours disponibles en libre accès, conformément aux dispositions de l'article 3.2. l'UL2 autorise l'AUF à diffuser ceux-ci sur ses différents supports de communication.

### **6.4 Communication**

La visibilité de l'aide et du partenariat de l'AUF à la réalisation de cette formation est assurée par la mention du logo de l'AUF sur tous les documents présentant la formation notamment les documents promotionnels et les sites internet.

## **Article 7 : Modalités financières**

### **7.1. Coordonnées bancaires**

Les coordonnées bancaires de l'UL2 sont les suivantes :

Nom du compte : Université Lumière Lyon 2  
Code IBAN : FR76 1007 1690 0000 0010 0433 266  
Code SWIFT : TRPUFRP1  
Nom de la Banque : TRESOR PUBLIC  
Pays : FRANCE

Toute modification de ces coordonnées doit être portée à l'attention de l'AUF sans délai.

### **7.2. Nombre d'inscrits**

Les contributions et versements de l'AUF dépendent du nombre d'étudiants régulièrement inscrits à la formation proposée par l'UL2, qu'ils soient allocataires ou inscrits à titre payant.

L'établissement de la liste définitive des inscrits allocataires et à titre payant se fait conjointement entre l'UL2 et l'AUF. L'UL2 peut consulter sur la plate-forme de gestion des FOAD de l'AUF l'évolution des encaissements réalisés dans les implantations régionales de l'AUF.



### 7.3 Encaissements

L'AUF facilite, par l'intermédiaire de ses implantations locales désignées, l'encaissement en monnaie locale (ou en EUR) des frais d'inscription à la formation et leur reversement sur les comptes bancaires de l'UL2. Les modalités pratiques peuvent évoluer selon les conditions locales.

### 7.4. Les bénéficiaires d'allocations

L'AUF attribue à des étudiants francophones, un maximum de 2 allocations d'études à distance pour l'année 2017-2018 pour le **Master pro (M2) Visualisation et conception infographique en ligne (VCIEL)**. Ce montant couvre une partie des frais pédagogiques de la formation. Le montant de chaque allocation, fixé par l'AUF et versé directement à l'UL2, est de **630 euros**. Le complément des frais demandés, soit **1470 euros**, reste à la charge de l'apprenant sélectionné.

### 7.5 Les bénéficiaires payants

Les bénéficiaires payants, c'est-à-dire sans allocation de l'AUF, bénéficient des mêmes services (logistiques, administratifs...) et des mêmes facilités de paiement par l'intermédiaire des CNF. Le montant des frais est alors de **2100 euros**. L'AUF peut encaisser les versements des étudiants inscrits à la formation sans allocation et les reverser à l'UL2. L'AUF n'accepte toutefois que des paiements correspondants à l'intégralité des droits exigés. Si l'UL2 consent un étalement des paiements à un étudiant sélectionné sans allocation, ce dernier doit verser les sommes correspondantes directement à l'UL2. L'UL2 s'engage alors à classer les apprenants ayant directement payé auprès de son institution, en catégorie « PAYANTS-Etablissement » sur la plateforme.

### 7.6. Paiement des tuteurs

L'AUF peut, exceptionnellement, effectuer les paiements des tuteurs de la formation sur demande expresse et pour le compte de l'UL2. Ces sommes sont alors déduites des montants prévus à l'article 7.3 ci-dessus. Seules les demandes concernant les tuteurs résidant dans un pays francophone (hors Europe et Amérique du Nord) seront traitées.

### 7.7. Date de paiement

Les montants dus à l'UL2 (participation de l'AUF et contribution des étudiants) et reçus dans les infrastructures de l'AUF seront reversés à l'UL2 en mars 2018.

### 7.8. Participation de l'UL2

L'AUF retient 7% des montants dus par étudiant, allocataire, payant ou payant établissement, au titre de frais de gestion. Cette somme est une participation de l'UL2 à l'organisation et au développement du dispositif FOAD dans les établissements partenaires ainsi qu'aux services offerts par l'AUF, prévus à l'article 5 de la présente convention.

## Article 8 : Responsabilité

L'AUF se limitant à apporter un soutien technique à la diffusion de la formation visée à l'article 1 de la présente convention, l'UL2 garde la responsabilité légale, morale, technique et financière du contenu de la formation, des modalités d'évaluation et d'attribution du diplôme aux apprenants sélectionnés. L'AUF ne peut en aucun cas être tenue pour responsable des problèmes, accidents ou dommages causés lors de la réalisation des activités auxquelles elle apporte un soutien.

À ce titre, l'UL2 s'engage à prendre, à ses frais, fait et cause pour l'AUF, ses dirigeants, employés ou représentants, dans toute réclamation ou poursuite judiciaire découlant de la présente convention, et à les indemniser en capital, intérêts, indemnités, frais de justice et d'expertise et frais de toute autre nature, de toute condamnation prononcée contre eux.

## Article 9 : Entrée en vigueur et durée de validité

La présente convention entre en vigueur à la date de sa signature par les deux parties pour l'année universitaire 2017-2018. Elle peut être renouvelée par la signature d'un avenant sous réserve de la durée de validité de l'accord-cadre de partenariat sur le développement de projets dans le domaine du numérique éducatif du 27 mars 2017.

**Article 10 : Modifications**

Les clauses de la présente convention peuvent être modifiées d'un commun accord entre les parties, constaté par simple échange de lettres.

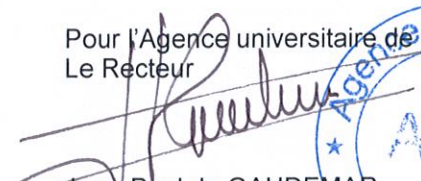
**Article 11 : Autres dispositions applicables**

Le cadre contractuel est constitué des dispositions de l'accord-cadre de partenariat sur le développement de projets dans le domaine du numérique éducatif du 27 mars 2017 et des dispositions de la présente convention. En cas de contradiction entre les dispositions dudit accord-cadre et celles de la présente convention, les dispositions de l'accord-cadre priment.

La signature électronique peut être envisagée pour la présente convention.

Fait à Montréal en deux exemplaires, le 28 mars 2017

Pour l'Agence universitaire de la Francophonie  
Le Recteur

  
Jean-Paul de GAUDEMAR



Pour l'Université Lumière Lyon 2  
La Présidente

Nathalie DOMPNER

**05 MAI 2017**

# Convention d'usage de la plate-forme SPIRAL Connect

## en mode Fournisseur d'Application Hébergée (FAH)

---

ENTRE

**L'Université Claude Bernard Lyon 1** (son service iCAP),

établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel inscrit sous le numéro SIRET 19691774400019

dont le siège est sis  
43 Bd du 11 Novembre 1918  
69622 Villeurbanne CEDEX

représentée par **Frédéric FLEURY**

exerçant la fonction de Président

dûment habilité aux fins des présentes,

désignée ci-après **l'UCBL**

ET

L'Université Lumière Lyon2

Etablissement public national à caractère scientifique, culturel et professionnel

N° SIRET ou d'agrément : 19691775100014 4

dont le siège est situé 86, rue Pasteur – 69365 LYON CEDEX 07,

représentée par Madame **Nathalie DOMPNIER.**

exerçant la fonction de Présidente

dûment habilitée aux fins des présentes,

désigné ci-après « le partenaire »,

---

## PRÉAMBULE

L'UCBL dispose d'un service général iCAP qui a développé et qui maintient une solution de E learning originale dénommée SPIRAL Connect.

**A NOTER : La plateforme SPIRAL CONNECT évolue ! A terme, la plateforme SPIRAL CONNECT sera remplacée par CLAROLINE CONNECT pour laquelle tous les outils de migration sont déployés.**

**IMPORTANT : L'échéance de votre convention a changé.**

**Veuillez noter dès à présent que la migration sur CLAROLINE CONNECT sera opérée à compter du 1<sup>er</sup> Septembre 2018, et que le contrat nous liant sur SPIRAL CONNECT ne sera pas reconduit au-delà de cette date.**

**Dès janvier 2018, les outils et supports nécessaires au changement de plateforme seront disponibles.**

**Les modalités et le calendrier seront à convenir entre les deux parties, des informations seront envoyées via la liste de diffusion.**

**En conséquence, la convention d'usage de CLAROLINE CONNECT vous sera proposée, aux mêmes conditions, au plus tard au 01/09/2018.**

À ce titre, l'UCBL propose l'usage de SPIRAL Connect sous le format Fournisseur d'Application Hébergée (FAH).

La solution SPIRAL, dont la première version a été délivrée en octobre 2003, est une solution 100% Web permettant la création et la diffusion de modules de formation sur Internet : l'application comprend des fonctionnalités de LMS (Learning Management System) et de LCMS (Learning Content Management System).

Après identification, les utilisateurs accèdent à un espace de travail personnalisé suivant leurs profils et leurs droits.

Les enseignants peuvent créer des modules de formation auxquels les étudiants accéderont en fonction de leurs droits. Des coauteurs peuvent être associés à chaque module pour une production mutualisée des ressources.

Chaque module peut contenir des documents texte, des documents de type présentation, des feuilles de calcul, des animations flash, des vidéos, des albums, des images, des liens web, des références bibliographiques... Chaque objet peut être individuellement indexé et partagé à destination de l'ensemble des enseignants ou d'une partie de ceux-ci.

La notion d'objet pédagogique est transverse à toute la plate-forme (une image pouvant être un objet utilisé à l'intérieur d'une question, elle-même faisant partie d'un questionnaire, lui-même inséré dans un cours, celui-ci faisant partie d'une séance pédagogique).

SPIRAL Connect est hébergé sur les serveurs de l'UCBL à l'adresse instance.univ-lyon1.fr, sous réserve de disponibilité, à laquelle le partenaire accède par une liaison à distance. Cet accès se fait sur abonnement annuel assorti d'une redevance. L'instance disposera également d'une adresse IP dédiée, sous réserve de disponibilité

L'utilisation des éléments de création de cours est réservée aux personnels (enseignants ou administratifs) du partenaire, ou aux personnes auxquelles un droit spécifique a été donné par les enseignants ou administratifs, à l'exclusion de toute autre personne, morale ou physique.

L'utilisation des cours, accessible à l'adresse [instance.univ-lyon1.fr](http://instance.univ-lyon1.fr), est contrôlée par les auteurs desdits cours. Elle est donc potentiellement accessible à tout internaute (consultations des cours en mode anonyme).

La convention est formée entre les parties au moment de l'acceptation des présentes conditions.

L'accès aux services par le partenaire entraîne l'acceptation expresse et sans réserves par celui-ci des présentes conditions de la convention d'usage de la plate-forme en mode FAH.

Le fait que l'UCBL ne se prévale pas, à un moment donné, des présentes conditions de la convention ne pourra être interprété comme valant renonciation par cette dernière à se prévaloir ultérieurement de l'une quelconque desdites conditions.

---

#### **ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention a pour objet de déterminer les conditions d'accès et d'utilisation du logiciel par le partenaire.

---

#### **ARTICLE 2 : DURÉE**

**Le présent contrat prend effet à compter du 1er juin 2017 pour une durée d'un an et prendra fin le 30 mai 2018.**

---

#### **ARTICLE 3 : OBLIGATIONS DE L'UCBL**

L'obligation souscrite par l'UCBL est une obligation de moyen.

Le partenaire reconnaît que les logiciels utilisés sur la plate-forme serveur relèvent d'un domaine particulièrement complexe en matière de technique informatique et qu'en l'état actuel des connaissances, ils ne peuvent matériellement faire l'objet de tests ni d'expériences couvrant toutes les possibilités d'utilisation. Le partenaire accepte donc de supporter les risques d'imperfection ou l'indisponibilité de la plate-forme serveur sans que cela constitue pour autant une tolérance à l'égard de l'UCBL.

L'UCBL s'engage à transmettre au partenaire, dès la souscription, un nom d'utilisateur et un mot de passe afin de lui permettre d'accéder à SPIRAL Connect dans les meilleurs délais.

L'UCBL s'engage à mettre à disposition du partenaire toute mise à jour du produit.

L'UCBL n'assume aucune responsabilité quelle qu'elle soit quant aux informations qui sont diffusées par le biais de son logiciel, n'exerçant aucun contrôle à priori sur ces informations.



---

**ARTICLE 4 : OBLIGATIONS DU PARTENAIRE**

Le partenaire s'engage à n'utiliser les informations concernant les produits cités que pour ses besoins propres ou ceux de sa structure contractante et pour les seules finalités visées au présent contrat.

Le partenaire s'engage à ne pas développer ou commercialiser le logiciel, objet du présent contrat ou des produits susceptibles de le concurrencer.

Le partenaire s'engage à interdire l'accès à SPIRAL Connect à des sociétés ou individus qui pourraient développer ou commercialiser des produits susceptibles de le concurrencer.

Le partenaire est responsable des contenus. Il s'engage à respecter et à faire respecter par ses utilisateurs les législations françaises et européennes en vigueur, notamment :

- celles relatives à la propriété littéraire et artistique, contenues, en particulier, dans le code de la propriété intellectuelle. Le téléchargement de logiciels, d'œuvres protégées ou de ressources documentaires électroniques sans autorisation des ayants-droits engage la seule responsabilité du partenaire et de ses utilisateurs. L'UCBL se réserve la possibilité d'effacer du système d'information toute trace de ces logiciels et œuvres.
- celles relatives à l'Informatique, aux fichiers et aux libertés (loi du 6 janvier 1978)
- celles relatives à la protection de la vie privée et du droit à l'image d'autrui

Le partenaire s'engage à respecter et à faire respecter par ses utilisateurs la charte RENATER accessible sur [http://www.renater.fr/Telechargement/charte\\_v12.pdf](http://www.renater.fr/Telechargement/charte_v12.pdf).

Plus généralement le partenaire s'engage à respecter et à faire respecter l'ensemble des lois et règlements français et européens et à utiliser la plate-forme en bon père de famille.

---

**ARTICLE 5 : BESOINS SPÉCIFIQUES DU PARTENAIRE**

Les logiciels de l'UCBL et leurs mises à jour, sont réputés être mis à la disposition du partenaire « en l'état » sans faire l'objet de mesures d'adaptations spécifiques. Ils s'apparentent à des logiciels standards qui ne sauraient répondre à tous les besoins spécifiques du partenaire. Il appartient donc au partenaire de vérifier l'adéquation des services proposés par l'UCBL avec ses besoins et de prendre toutes les précautions nécessaires.

Aussi, le partenaire reconnaît-il expressément avoir reçu de l'UCBL toutes les informations nécessaires lui permettant d'apprécier l'adéquation du logiciel à ses besoins et de prendre toutes les précautions utiles pour sa mise en œuvre et son exploitation.

Le développement d'éléments spécifiques pourra toujours faire l'objet d'un accord entre les deux parties, ces développements seraient alors l'entière et exclusive propriété de l'UCBL.

---

#### **ARTICLE 6 : CHOIX DES MATÉRIELS ET LOGICIELS**

Le partenaire assure avoir pris connaissance, préalablement à la signature des présentes, de la documentation disponible en ligne concernant le logiciel ainsi que des spécificités techniques pour l'utilisation dudit service conformément au préambule.

Il appartient au partenaire de s'assurer que les matériels dont il dispose, notamment ses logiciels d'interrogations (navigateurs) ou ses moyens de connexions, sont susceptibles d'utiliser avec toute l'efficacité requise le logiciel. À ce titre nous rappelons que SPIRAL Connect est pleinement fonctionnel sur tous les systèmes d'exploitation et tous les navigateurs, à condition de pouvoir intégrer le Flash Player version 10 ou ultérieure.

Le player Flash peut être gratuitement téléchargé depuis <http://spiral.univ-lyon1.fr> ou sur le site de l'éditeur.

---

#### **ARTICLE 7 : PROCÉDURE D'ACCÈS AU LOGICIEL**

##### **7-1 URL**

Le service proposé est accessible à l'URL <http://vciel.univ-lyon1.fr>, sous réserve de disponibilité.

##### **7-2 : Identifiant et mot de passe**

Le logiciel est accessible par le biais d'une connexion à distance grâce à un identifiant et un mot de passe agréé par l'UCBL.

Lors de la conclusion du contrat un identifiant et un mot de passe d'au moins 8 caractères alphanumériques sont fournis au partenaire. Un contrôle d'unicité est effectué par le système.

Pour des raisons de sécurité et de confidentialité, seule la combinaison de ces deux codes permet au partenaire d'accéder au logiciel.

L'identifiant et le mot de passe valent preuve de l'identité du partenaire et l'engagent sur toute utilisation faite par son intermédiaire. Ils auront valeur de signature électronique au sens de l'article 1316-4 du Code civil.

---

Le partenaire est le responsable entier et exclusif de son identifiant et de son mot de passe. Il supportera seul les conséquences qui pourraient résulter de l'utilisation par des tiers qui auraient eu connaissance de ceux-ci.

En cas de perte de son mot de passe, le partenaire envoie un email à [spiral@univ-lyon1.fr](mailto:spiral@univ-lyon1.fr). L'équipe de l'UCBL après avoir effectué un contrôle sur ses données personnelles lui adressera par retour d'email un nouveau mot de passe.

### 7-3 : Mode opératoire et preuve

Une fois l'identification du partenaire vérifiée par le biais de son identifiant et de son mot de passe, un décompte d'utilisation du logiciel est déclenché.

Les systèmes d'enregistrement de l'UCBL sont considérés comme valant preuve de la date et de la durée de l'utilisation.

L'ensemble des éléments relatifs à l'utilisation du compte pourra être conservé et archivé par l'UCBL. L'UCBL pourra se prévaloir, notamment à des fins probatoires, de tout acte, fichier, enregistrement, rapport de suivi, statistiques sur tous supports conservés par l'UCBL.

---

## ARTICLE 8 : GESTION ET SECURITE DES DONNEES

L'UCBL s'oblige à assurer la sécurité des données traitées pour le partenaire

### 8.1 Transfert de données

L'accès à un espace d'échange de données (type FTP/SFTP) est communiqué au partenaire lors de la création de l'instance. Cet espace est utile par exemple dans la phase de mise en place de l'instance (échange de données pour la charte graphique...), ou pour achalander les photos utilisées pour la fonctionnalité « trombinoscope » de SPIRAL Connect.

### 8.2 Disponibilité

L'instance mise à disposition repose sur une architecture informatique dite « hautement disponible ». Cette qualité de service s'appuie sur l'installation de l'infrastructure dans un local sécurisé, des matériels redondants ainsi que des solutions de reprise automatique en cas d'arrêt non prévu (cluster). Des opérations de maintenance peuvent cependant nécessiter l'arrêt momentané de l'instance. Ces interventions ponctuelles sont planifiées en accord avec le partenaire afin de minimiser l'impact sur la production.

### 8.3 Sauvegarde et archivage

La sauvegarde des données de l'instance est assurée par une solution de sauvegarde dédiée performante. La politique de sauvegarde permet de restaurer l'instance en cas d'incident (désastre informatique, erreur humaine...) selon le schéma suivant : un jeu quotidien de données est conservé pendant 3 semaines, 1 jeu mensuel de données est conservé pendant 6 mois, 1 jeu semestriel de données est conservé pendant 1 an. Au-delà de 1 an, la rétention des sauvegardes n'est plus assurée. Cependant, le partenaire peut demander ponctuellement l'export des données de son instance (type à définir) pour effectuer un archivage à sa charge.

#### 8.4 Bilan de consommation

Un bilan de la consommation des ressources (espace disque, nombre d'utilisateurs...etc.) est dressé annuellement afin d'établir le tarif selon le barème en vigueur (cf. article 10)

#### 8.5 Mise en garde

Le partenaire reconnaît avoir conscience que malgré les différents niveaux de sécurité mis en place, aucun système n'est à l'abri d'incidents ou d'attaques pouvant avoir comme conséquence le vol, la destruction ou la corruption de données, ou une interruption de service.

---

### ARTICLE 9 : ASSISTANCE

L'assistance se fera en ligne par l'intermédiaire d'un courrier électronique. L'abonné pourra faire une demande d'assistance à l'UCBL à l'adresse électronique suivante : [spiral@univ-lyon1.fr](mailto:spiral@univ-lyon1.fr) et par téléphone au numéro suivant +33 4 72 43 16 44

L'UCBL lui répondra par courrier électronique dans les meilleurs délais, lors des périodes d'ouverture officielle du service iCAP. Le délai de réponse peut varier en fonction de la difficulté technique rencontrée et de l'occupation des équipes.

---

### ARTICLE 10 : PRIX

#### 10-1 : Abonnement annuel

Le prix de l'abonnement annuel au service proposé par l'UCBL, payable d'avance à la signature de la convention et aux échéances annuelles suivantes, se décompose en deux parties :

- Première partie fixe : un droit d'entrée annuel forfaitaire incluant un volume d'espace disque dur

- Seconde partie proportionnelle : c'est une somme forfaitaire par utilisateur

selon les conditions tarifaires établies chaque année et approuvées par le conseil d'administration de l'UCBL.

Le prix de l'abonnement ne comprend pas le coût des télécommunications et d'accès à Internet permettant l'utilisation du logiciel qui restent à la charge du partenaire.

#### 10-2 : Forfaits

Un forfait standard de 2h d'infographie est obligatoirement associé au premier abonnement à la création de l'instance afin de permettre une personnalisation de la page d'accueil.

Un forfait premium optionnel d'une demi-journée d'accompagnement technique est également proposé.

Ces forfaits sont calculés selon le tarif en vigueur de l'UCBL. Un devis sera adressé au partenaire.

#### 10-3 : Paiement

Les règlements peuvent se faire par bon de commande administratif ou virement bancaire.

#### 10-4 : Retard ou défaut de paiement

Tout retard dans le paiement de la redevance fera courir des intérêts au taux d'intérêt légal en vigueur à la date d'exigibilité. Ces derniers courent jusqu'à paiement intégral sur la totalité des sommes dues.

---

### ARTICLE 11 : PROPRIÉTÉ

Le présent contrat ne confère au partenaire aucun droit de propriété intellectuelle sur le logiciel, qui demeure la propriété entière et exclusive de l'UCBL.

Le partenaire s'oblige à respecter les mentions de propriété figurant sur le logiciel, les supports et la documentation.

#### 11-1 : Reproduction - adaptation

Le partenaire s'interdit formellement de reproduire de façon permanente ou provisoire le logiciel en tout ou partie, par tout moyen et sous toute forme, y compris à l'occasion du chargement, de l'affichage, de l'exécution ou du stockage du logiciel.



Le partenaire s'interdit de traduire, adapter, d'arranger ou de modifier le logiciel, de l'exporter, de le fusionner avec d'autres applications informatiques.

#### 11-2 : Correction d'erreurs

L'UCBL se réserve expressément le droit exclusif d'intervenir sur le logiciel pour lui permettre d'être utilisé conformément à sa destination et notamment pour en corriger les erreurs. Le partenaire s'interdit donc formellement d'intervenir ou de faire intervenir un tiers sur le logiciel.

#### 11-3 : Évolution du logiciel

L'UCBL se réserve expressément le droit exclusif de faire évoluer le logiciel afin d'améliorer ses fonctionnalités, son interface ou ses performances. Le partenaire s'interdit donc formellement d'intervenir ou de faire intervenir un tiers sur le logiciel.

#### 11-4 : Propriété intellectuelle

La mise à disposition du logiciel (ou de ses mises à jour, ou de ses évolutions) ne saurait être considérée comme une cession au sens du Code de la propriété intellectuelle d'un quelconque droit de propriété intellectuelle au bénéfice du partenaire.

Le logiciel fait partie des secrets de fabrication et informations confidentielles sans égard au fait que les éléments le composant puissent ou non être brevetés ou protégés en l'état actuel de la législation, par un droit d'auteur ou par un quelconque droit de propriété industrielle ou intellectuelle, ou de toute autre manière.

---

### ARTICLE 12 : RESPONSABILITÉ

Le partenaire reconnaît que les techniques employées par l'UCBL relèvent d'un domaine complexe de la technique informatique. L'engagement de l'UCBL revêt le caractère d'une obligation de moyens, l'UCBL devant limiter dans la mesure du possible en temps et en nombre les interruptions des services nécessaires à leur maintenance ou amélioration.

Il appartient au partenaire de se prémunir contre ses risques. L'UCBL ne pourra être rendue responsable des dommages subis par le partenaire suite à l'indisponibilité des services. L'UCBL se réserve le droit de refuser des fichiers qui seraient jugés techniquement non conformes au serveur ou nuisant à ses performances.

L'UCBL ne sera en aucun cas tenue de réparer d'éventuels dommages directs ou indirects, matériels ou immatériels.

L'UCBL ne pourra être tenue pour responsable de la qualité de la liaison Internet du partenaire notamment les difficultés d'accès au site hébergé du fait de la saturation du réseau Internet, la contamination par virus des données et/ou logiciels du partenaire, dont la protection incombe à ce dernier, les intrusions malveillantes de tiers sur le site du partenaire, les détournements éventuels des mots de passe, codes confidentiels et plus généralement de toute information à caractère sensible pour le partenaire.

En aucun cas, l'UCBL ne pourra être tenue responsable de dommages indirects tels que la perte de marché, le préjudice commercial, la perte de clientèle, le trouble commercial quelconque, la perte de bénéfice, la perte de l'image de marque ou de toute action en concurrence estimée déloyale.

Le partenaire sera seul responsable de l'utilisation de SPIRAL Connect.

Lors du transfert par moyen de télécommunication ou par tout autre moyen, aucune responsabilité ne pourra être retenue contre l'UCBL en cas d'altération des informations ou des données durant le transfert.

L'UCBL ne saurait être tenue responsable de dommage résultant de la perte, de l'altération ou de toute utilisation frauduleuse de données, de la transmission accidentelle de virus ou autres éléments nuisibles, de l'attitude ou comportement d'un tiers, de la non-conclusion d'une vente.

L'UCBL ne peut être tenue responsable d'éventuels dysfonctionnements sur le poste du partenaire à la suite de l'utilisation du logiciel.

---

#### **ARTICLE 13 : CONTREFAÇONS**

L'UCBL garantit qu'elle est titulaire des droits de propriété intellectuelle lui permettant de conclure le présent contrat et que le logiciel n'est pas susceptible de porter atteinte aux droits de tiers. Elle garantit de même que le logiciel est entièrement original et n'est constitutif en tout ou en partie ni de contrefaçon, ni de concurrence déloyale.

Le partenaire s'engage à signaler immédiatement à l'UCBL toute contrefaçon du logiciel dont il aurait connaissance, l'UCBL étant alors libre de prendre les mesures qu'elle jugera appropriées.

---

#### **ARTICLE 14 : RÉSILIATION**

Si le partenaire souhaite ne pas reconduire le contrat durant la période de 3 ans définie à l'article 2 de la présente convention, il pourra le résilier par lettre recommandée avec accusé de réception au moins 2 mois avant la date d'échéance annuelle.

En cas de manquement de l'une des parties à ses obligations telles que stipulées ci-dessus, les présentes pourront être résiliées par l'autre partie 15 (quinze) jours après la réception d'une lettre recommandée avec avis de réception. Cette lettre sera motivée et indiquera la ou les défaillances constatées et restées sans effet après ce délai.

Au cas où des informations diffusées par le biais du logiciel seraient manifestement incompatibles avec l'image de l'UCBL, ce dernier pourra résilier le présent contrat 15 (quinze) jours après réception par le partenaire d'une lettre recommandée avec accusé de réception motivée, l'informant des incompatibilités constatées.

Au cas où des informations diffusées par le biais du logiciel seraient à caractère illégal, l'UCBL se réserve le droit de suspendre, dès sa connaissance des faits, la diffusion de l'intégralité du site du partenaire et d'en informer ce dernier par email à l'adresse suivante : [serge.miguet@univ-lyon2.fr](mailto:serge.miguet@univ-lyon2.fr) et [karim.sebaha@gmail.com](mailto:karim.sebaha@gmail.com) ainsi que par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 5 (cinq) jours.

---

#### **ARTICLE 15 : CONFIDENTIALITÉ**

Chacune des parties devra considérer comme confidentielles, pendant la durée du contrat et après son expiration, les informations, documents, systèmes, savoir-faire, formules ou données quelconques en provenance de l'autre partie dont elle pourrait avoir eu connaissance à l'occasion de l'exécution du contrat, et ne devra les divulguer à quelque tiers que ce soit, ni les utiliser en dehors des besoins du contrat.

---

#### **ARTICLE 16 : FIN DE CONVENTION**

##### **16-1 : Coupure des accès**

À la date de fin de la convention, et quelles qu'en soient les causes, l'UCBL fermera l'accès au service hébergé.

##### **16-2 : Restitution des données**

A la fin de la présente convention, et quelles qu'en soient les causes, l'UCBL ouvrira un site FTP (avec login et mot de passe spécifique) permettant au partenaire de télécharger une copie de l'export SQL de la base de données concernant son service hébergé.

Le login et le mot de passe seront envoyés par email au partenaire, il est de sa responsabilité de ne pas les divulguer à des tiers.

Ce site FTP sera maintenu pour une période de trois mois maximum et fermé dans les 5 (cinq) jours ouvrés suivant la demande, par lettre recommandée avec accusé de réception, du partenaire qui confirmera ainsi à l'UCBL avoir récupéré ses données et l'autoriser à passer en phase de suppression des données sur les serveurs.

Si d'autres procédures d'exportation des données étaient disponibles d'ici la fin de la convention, le partenaire devrait alors indiquer dans les 15 (quinze) jours suivant la fin de la convention quelle démarche il préfère entre l'export SQL et la ou les éventuelles autres solutions d'export des données.

Si d'autres procédures d'exportation des données étaient disponibles d'ici la fin de la convention, le partenaire pourrait alors de son propre chef effectuer régulièrement des exportations de ses données dans une optique d'archivage et ou de sauvegarde additionnelle de ses contenus.

#### 16-3 : Suppression des données sur les serveurs

À l'issue de la phase de récupération des données par le partenaire, ou au terme des trois mois d'ouverture du site FTP, l'UCBL supprimera définitivement de ses serveurs les données du partenaire.

Progressivement (au rythme du recyclage des supports de sauvegarde), les sauvegardes des données du partenaire seront effacées.

---

### ARTICLE 17 : COMMUNICATION

Le partenaire et l'UCBL s'autorisent mutuellement à communiquer en interne comme en externe sur

- le partenariat mis en place
- les statistiques d'usage et de fréquentation du service hébergé (au sens large : nombre d'utilisateurs, d'enseignants, d'heures de cours en ligne, de cours, de connexions, d'actions pédagogiques...)

En fonction des disponibilités des équipes, les deux parties pourront avoir des opérations de communication conjointes.

---

### ARTICLE 18 : INTÉGRALITÉ

La présente convention représente la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les parties.

Elle ne pourra être modifiée que par un avenant convenu d'un commun accord.

---

### ARTICLE 19 : LOI APPLICABLE ET TRIBUNAL COMPÉTENT

Le présent contrat est soumis à la loi française.

En cas de litige survenant à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention, les soussignés s'efforceront de la régler à l'amiable préalablement à toute action en justice.

Tout différent lié à l'interprétation, l'exécution ou la validité du présent contrat sera soumise à la compétence exclusive du Tribunal Administratif de Lyon (France).

---

**ARTICLE 20 : INCESSIBILITÉ**

Il est expressément convenu que la présente convention ne pourra être cédée à un tiers par le partenaire.

---

**ARTICLE 21 : NON SOLLICITATION DE PERSONNEL**

Sauf accord écrit des deux parties, chacune des parties s'interdit d'engager (soit par contrat de droit privé, soit par contrat de vacation, soit par mutation pour les titulaires) le personnel de l'autre (ayant travaillé sur les projets relatifs à SPIRAL) pendant toute la durée du présent contrat et pendant les 24 (vingt quatre) mois qui suivront la cessation de la convention.

Le non respect de cette clause entraîne pour le contrevenant de verser à l'autre partie, à titre d'indemnité, 24 (vingt quatre) fois le montant équivalent de la rémunération brute mensuelle moyenne perçue par le salarié au cours des derniers 6 (six) mois précédent son départ (primes comprises).

---

**ARTICLE 22 : PILOTAGE**

Les deux parties conviennent de mettre en place un comité de pilotage chargé de veiller à la bonne exécution de la présente convention.

**22-1 : Composition**

Ce comité est constitué de

Pour l'UCBL	Pour LE PARTENAIRE
Isabelle ROGOWSKI, Directrice du service iCAP	Nathalie DOMPNIER, présidente de l'université Lyon2



Christophe BATIER, Directeur technique du service iCAP	Karim SEHABA, Responsable de la formation VCIEL 
--	--

## 22-2 : Compétences

Le comité de pilotage a notamment compétence pour traiter toute question relative à la mise en œuvre de cette convention.

Le comité de pilotage a qualité pour constater les éventuels désaccords et y porter remède.

Le comité de pilotage a compétence pour engager la révision de la présente convention, avant son terme, dans le but d'y introduire, modifier ou supprimer des dispositions.

En cas de désaccord persistant, le comité de pilotage a compétence pour engager la résiliation de la présente convention avant son terme.

## 22-3 : Réunion du comité

Le comité de pilotage se réunit à la demande expresse de l'une ou l'autre des deux parties.

Chacune des deux parties s'engage à faire connaître à l'autre les sujets qu'elle souhaite voir porter à l'ordre du jour dans les conditions suivantes :

- Au moins 30 jours avant la date de réunion par lettre recommandée avec accusé de réception pour les questions relatives à la révision, voir la résiliation de la présente convention.
- Au moins 15 jours avant la date de réunion et par lettre simple pour toute autre question.

**ARTICLE 23 : ÉLECTION DE DOMICILE**

Les parties élisent domicile aux adresses suivantes :

Pour l'UCBL	Pour LE PARTENAIRE
43 Bd du 11 Novembre 1918 69 622 Villeurbanne CEDEX France	Université Lyon 2 ICOM 5 avenue Pierre Mendès France 69676 BRON Cedex

**SIGNATURES**

L'UCBL	LE PARTENAIRE
Le  signature et cachet	Le  signature et cachet